

Aquilino Morelle et le "salaud" de l'Élysée, Hollande/Cahuzac, scoop : le rendez-vous secret, Plan Valls : la dissolution nous pend au bout du nez — et pas dans notre intérêt



Mais aussi l'interview exclusive du "cireur de souliers" de l'ex-conseiller du président, et, et, et..., re-scoop !, le rebondissement de l'affaire Bygmalion impliquant Jean-François Copé. Ah, y'a du gâteau — du lourd, du léger, de l'aigre et de l'indigeste, dans la revue de presse des hebdomadaires !

Avec Barbara Lambert

"La colère d'Aquilino Morelle contre le "salaud" de l'Élysée", titre en une "Le canard enchaîné". Oh, mais de quoi — de qui — s'agit-il donc là ?

Et "le salaud" est...

"Quand Hollande convoque son encore conseiller, en fin de journée le 17 avril, pour réclamer sa démission, rapporte le journal, celui-ci fait de la résistance. Aquilino, qui sait que son ami Valls a plaidé pour qu'il soit traité "avec humanité", repousse comme infondées les accusations de conflit d'intérêts avec les laboratoires alors qu'il était à l'inspection générale des affaires sociales (Igas) en 2007. **Il reconnaît qu'il a fait venir à l'Élysée le cireur de chaussures du Bon marché, mais une seule fois, se défend-il, parce qu'il était "pressé". Le chef de l'État reste de marbre. Aquilino éclate : "Tu m'abandonnes ! Alors qu'il y a des chiens qui courent après moi, tu m'abandonnes. Tu es vraiment un salaud !"** " C'est une façon de voir les choses, Aquilino...

Morelle intouchable... comme Jérôme Cahuzac

Comme "Le canard", "Le Nouvel Obs" indique que l'ex-conseiller se pensait intouchable. **"C'était quatre jours avant sa démission, rapporte l'hebdo. Ce 14 avril, à l'heure du déjeuner, Aquilino Morelle sait déjà qu'il est dans le viseur de Mediapart.** (...) Interrogé sur le récent remaniement, il répond tranquillement : "Manuel Valls m'a proposé d'entrer au gouvernement. J'ai dit oui. Cela aurait représenté quelque chose d'important pour ma famille. Mais le chef de l'État comme le Premier ministre ont finalement décidé que je leur étais plus utile à l'Élysée". (...) A défaut d'être le vrai conseiller politique du président, Morelle a obtenu la haute main sur la communication élyséenne. Il sait son pouvoir relatif, tant Hollande affiche son dédain pour ces questions, mais lui, au moins, demeure dans le saint des saints. **Rien ne peut l'ébranler ! (...) Mediapart peut bien révéler qu'il a frayed avec les labos, et alors ? N'a-t-il pas ensuite été le pourfendeur des laboratoires Servier, dans un rapport très remarqué sur le scandale du Mediator ? Tel un Jérôme Cahuzac parti à la chasse à la fraude fiscale, son compte suisse en bandoulière..."**

Oups !

## Où l'on apprend que François Hollande et Jérôme Cahuzac ont eu un “ rendez-vous secret ”

Cette comparaison avec Jérôme Cahuzac, aucun de vos hebdomadaires, évidemment, ne se prive de la faire... L'ancien ministre du Budget a-t-il, lui aussi, traité Hollande de “ salaud ” lors de leur discussion privée ? Mystère. Ce que l'on sait, en revanche, ou plutôt, ce qu'affirme Elise Karlin dans son livre “ Le président qui voulait vivre ses vies ” (Fayard), c'est que ces deux-là ont eu un “ rendez-vous secret ”. D'après la journaliste, c'est ce genre de révélations que le chef de l'Etat craindrait d'ailleurs le plus de voir apparaître dans le livre de Valérie Trierweiler. Dans un des extraits du livre de Karlin, publiés ce jeudi dans “ L'Express ”, la reporter écrit : “ **Parmi les aventures qu'il n'a surtout pas envie de voir tomber dans le domaine public, il y a (...), par exemple, ce rendez-vous resté secret chez lui, rue Cauchy, avec Jérôme Cahuzac, juste après les révélations du site Mediapart sur son compte suisse le 4 décembre 2012. Au plus fort d'une crise qui fait vaciller le pouvoir, le chef de l'Etat veut une explication d'homme à homme avec le ministre délégué au Budget. Il l'évoquera plus tard devant quelques fidèles, pour constater à quel point il a été berné...** “ Je n'ai jamais mis les pieds là-bas ”, prétend Jérôme Cahuzac aujourd'hui. Si tout le monde pouvait avoir la même faculté d'oubli ! ”

## Quand le “ cireur ” prend la défense du conseiller

Mais revenons à “ l'affaire Morelle ”. Facétieux, “ Le Point ” ? Le magazine a décroché un drôle de scoop ce jeudi : une interview du “ cireur du conseiller ” ! “ Il cire les souliers pour 15 ou 20 euros la paire, raconte le news. David Ysebaert, 43 ans, ne comprend pas bien la médiatisation dont il fait l'objet depuis que Mediapart a révélé qu'il était employé par Aquilino Morelle. (...) “ **M. Morelle a des souliers de qualité. Je n'ai jamais dit qu'il détenait une trentaine de Weston. J'en ai ciré une quinzaine tout au plus** ”, confie le gaillard à lunettes attablé dans un café de son village de Seine-et-Marne. **Il faut arrêter les caricatures. Prendre soin de ses chaussures n'est pas réservé aux riches !** M. Morelle recourait à mes services et, grâce à des gens comme lui, je gagne ma vie ”.

## “ M. Morelle refusait de se faire cirer les souliers aux pieds ”

“ David Ysebaert est un travailleur pauvre, précise “ Le Point ”. Il est sans domicile fixe et vit dans une caravane qu'il installe dans les campings qui acceptent le stationnement longue durée hors saison. Il a voté Sarkozy en 2012. (...) “ Grâce à des gens comme Aquilino Morelle, je gagnais plus de 3 000 euros par mois, raconte-t-il, reconnaissant. Je faisais mes 60 heures ”. (...) En général, les clients sont plutôt respectueux : “ **M. Morelle refusait de se faire cirer les souliers aux pieds. Il se déchaussait. Lorsque je me suis rendu à l'Hôtel Marigny, ses chaussures m'attendaient dans un salon. Je suis très heureux d'avoir connu une telle expérience. Avec toute cette médiatisation, Aquilino Morelle et moi, on a perdu beaucoup.** Il y a ceux qui s'apitoient sur le sort des moins nantis et ceux qui les aident à s'en sortir. M. Morelle est dans la seconde catégorie. Cirage de pompes ? Je déteste cette expression. Moi, je suis un cireur de souliers ”.

## La “ gauche sans gêne ” et les sympathisants de gauche

Convaincus par la plaidoirie du “ cireur de souliers ” ? Vos hebdomadaires, eux, ne le sont pas. Dans son dossier de couv “ Cette gauche sans gêne ”, “ Le Point ” liste avec délectation les “ conflits d'intérêts, privilèges et règlements de comptes ” de la “ gauche morale ” quand Ghislaine Ottenheimer souligne, elle, le désarroi qui en découle : “ **Les socialistes sont-ils au pouvoir pour gouverner la France, mettre en œuvre leurs convictions, ou simplement assouvir une soif de pouvoir, s'élever socialement, accéder à des postes en vie, profiter de certains privilèges ? C'est un peu la question que se posent les sympathisants de gauche** quand ils voient, d'un côté, le Premier ministre Manuel Valls qui fait, peu ou prou, la politique qu'aurait appliquée la droite et, de l'autre, le conseiller politique du président, son vieil ami, Aquilino Morelle, donneur de leçons, vigie d'une gauche exigeante, qui s'est vendu aux laboratoires pour quelques milliers d'euros et s'abandonnait aux facilités des ors de la République ”.

## Quand les députés socialistes découvrent les décisions du gouvernement via la télévision

Et puisque voilà évoquée la “ politique peu ou prou de droite ” du Premier ministre, passons à la prestation télévisée “ coup de tonnerre ” de Manuel Valls, mercredi dernier. Vous avez raté un épisode ? Pas de panique : “ Les Inrocks ” vous redéroulent le film. “ Mercredi 16 avril, 13 heures : réunis dans la salle Colbert du Palais-Bourbon, rapporte le mag, **les parlementaires socialistes débattent des municipales à huis clos. Ils attendent les ministres Marylise Lebranchu et André Vallini, quand soudain Manuel Valls fait une apparition improvisée à la télévision** pour détailler un plan d'économies de 50 milliards d'euros. Moins 11 milliards d'euros pour les collectivités territoriales, moins 10 sur les dépenses d'assurance-maladie et même le gel des prestations sociales. Effroi chez les parlementaires. “ **Méthode surprenante, les députés socialistes découvrent en réunion de groupe via la télévision les décisions du gouvernement** ”, s'énerve sur Twitter Michel Pouzol, député de l'Essonne ”. Hou, ça sent la grosse ambiance...

## Un plan d'économies pas “ bien méchant ”

Sur les préconisations de ce plan d'économies de 50 milliards d'euros, et ce qu'elles impliquent, les commentaires divergent.“ **Le 8 avril, devant le Parlement, dans sa déclaration de politique générale, rappelle “ Le Nouvel Obs ”, (Manuel Valls) a réaffirmé le**

**principe (du pacte de responsabilité) et fixé les principaux équilibres. Une semaine plus tard, voilà qu'il annonce quelques dispositions qui sont comme une manière d'en-cas. Rien de bien méchant, si on y regarde de près, sauf pour les fonctionnaires et les retraités** ". Tout autre est l'interprétation qu'en fait " Le Point "... " Manuel Valls avait promis de respecter le dialogue avec le Parlement, commence l'hebdo. Le voilà à pied d'œuvre, sous les assauts de sa majorité, à défendre une copie budgétaire qu'il n'a pas travaillée ". " Pas travaillée ", mais comment ça, " pas travaillée " ?

### **Valls exposé à la fronde des députés socialistes pour un plan d'économies illogique ?**

" L'ancien ministre de l'Intérieur n'a pas participé aux sept " conseils stratégiques de la dépense publique " au cours desquels les 50 milliards d'euros d'économies ont été élaborés, explique " Le Point ". Pas plus que le nouveau secrétaire d'Etat au Budget, Christian Eckert, tenu soigneusement à l'écart de la discussion alors qu'il était le rapporteur général du Budget au Parlement. Ainsi, les deux hommes les plus exposés aujourd'hui à la fronde parlementaire ne sont pas les auteurs du plan d'économies. **C'est encore la drôle de logique de François Hollande que l'on voit ici à l'œuvre : déplacer place Beauveau Bernard Cazeneuve, l'architecte en chef des économies, renvoyer Pierre Moscovici, le plus social-démocrate des ministres de Bercy, et promouvoir Arnaud Montebourg et Benoît Hamon, les tenants de l'" autre politique ", celle qui consisterait à laisser filer les déficits, " desserrer la contrainte ", comme ils disent...** " En voilà un drôle de pataquès...

### **Quand le groupe parlementaire PS choisit de " mettre la pression " sur le gouvernement**

Mais revenons aux députés socialistes, passablement courroucés par l'annonce du Premier ministre. " Juste après la nomination de Valls à Matignon, une centaine de députés socialistes avait envoyé (à Manuel Valls) une lettre demandant un " contrat de majorité " et lors du vote de confiance, le 8 avril, onze d'entre eux s'étaient abstenus, rappellent " Les Inrocks ". Une semaine après, l'épreuve de force avec le gouvernement est engagée. Pour preuve, une seconde lettre, signée par les onze, " au nom de l'appel des cent ", lui a été envoyée pour dénoncer un programme économique " dangereux ". **La menace est à peine voilée : si le gouvernement n'infléchit pas sa politique, les députés se gardent le droit de voter en accord avec leurs convictions. (...)** " **On a le sentiment d'être soumis à la politique européenne, c'est catastrophique !, se lamente Pascal Cherki. Pas étonnant qu'une partie des députés se révolte !** " " **Peut-être que le groupe parlementaire fera scission, peut-être pas, évacue Pouria Amirshahi, député des Français de l'étranger. Il faut mettre la pression pour ne pas oublier pourquoi on a été élus et quelle est la politique que l'on porte** " ". Oui, bon, allez me dire, ça mange pas de pain, tout ça... Passée, la simple déclaration de guerre, il reste encore à la faire, la guerre, et en vrai, hmmm ?

### **Hollande " bunkérisé " à l'Elysée, les députés PS au taquet**

" L'Elysée est pour l'instant resté impassible, poursuivent " Les Inrocks ". Replié au Château, Hollande a fait monter ses fidèles comme pour mieux se protéger. Ainsi de la nomination de Jean-Pierre Jouyet, en tant que secrétaire général de l'Elysée. (...) " **On assiste à une bunkérisation du pouvoir, voire un autisme institutionnel avec Hollande qui se claquemure à l'Elysée, analyse le politologue Rémi Lefebvre.** L'exécutif est réfractaire à tout infléchissement de sa politique alors que l'élite du PS, qui reste un parti d'élus locaux avant tout, voit sa base électorale ébranlée par la défaite aux municipales et les coupes budgétaires. Si les élus suivaient Hollande jusque-là, le délitement de leur ancrage électoral les fait paniquer. **La situation est explosive** ". (...) **A l'Assemblée, les choses ont déjà évolué, note le mag. Valérie Rabault, soutenue par l'aile gauche du parti, a été nommée rapporteure du budget au détriment du candidat de l'Elysée, Dominique Lefebvre. Un déplacement du centre de gravité au sein du groupe parlementaire socialiste qui promet un débat houleux lors du vote du pacte de stabilité européen le 30 avril** ". Et au-delà de la " houle " attendue, on peut prévoir des effets concrets ?

### **La " solution " Karine Berger**

" Le Point " le rapporte : certains " députés socialistes, emmenés (...) par (l'économiste) Karine Berger et la nouvelle rapporteure de la commission des Finances de l'Assemblée, Valérie Rabault, proposent une autre version du plan Valls. Ce groupe, appuyé par le chef de file des socialistes à l'Assemblée, Bruno Le Roux, ne conteste pas les 50 milliards d'économies. Sa priorité est d'éviter le gel du traitement des fonctionnaires et celui des prestations sociales de base, les pensions les plus modestes en particulier. (...) **Berger et ses amis ont plusieurs solutions. Au choix : reporter l'application du pacte de responsabilité pour les grands groupes, plafonner le crédit d'impôt recherche, ou encore engager un grand plan contre la fraude fiscale. Il s'agit de redistribuer quelques milliards pour éviter que le plan de rigueur ne devienne synonyme d'austérité pour le plus grand nombre. En somme, dans les deux cas, maintenir les prélèvements pour ne pas faire trop d'économies...** " Super ! C'est vrai que ça change tout.

### **La " solution " dissolution**

Mais pour tout changer — et ne surtout rien changer —, il est encore une autre solution. Face à la fronde des députés PS et à la menace de blocage du vote du pacte de stabilité européen du 30 avril, il reste un autre recours : celui du désespoir. " **Au début de l'année, en petit comité, rapporte " Le Nouvel Obs ", (François Hollande) avait déjà eu ce mot destiné à être répété : " S'il n'y a pas de majorité pour voter ce pacte, eh bien, il faudra en trouver une autre** ". Le 16 avril, à l'issue du conseil des ministres, **il a repris cette antienne dans une version encore plus grinçante : " Si les députés continuent, ils ne devront pas s'étonner**

**que leur mandat soit raccourci ”. La menace de dissolution, sous la Ve République, est toujours un aveu d’échec.** Dans la bouche de Hollande, elle va bien au-delà. Le président et les députés sont embarqués sur le même navire dégingué. Là encore, tout s’emboîte. Sans le pacte, il n’y a pas d’avenir possible tant celui-ci conditionne le retour à la croissance et donc l’emploi de demain. Les députés, de gré ou de force, vont jouer leur peau dans cette opération sauve-qui-peut. Le président aussi qui l’a répété, à sa façon, durant son déplacement à Clermont-Ferrand lorsqu’il a lié son propre destin, lors de la prochaine présidentielle, à la seule baisse du chômage ”. Hou ! Ca sent le drame...

### **La “ solution ” dissolution profitable à Hollande ?**

... Mais pas pour tout le monde. Comme “ Le Nouvel Obs ”, “ Le Point ” envisage aussi cette solution de “ recours ”. Mais, lui, y voit une opportunité pour le candidat Hollande. “ Si sa gauche lui fait défaut, écrit Franz-Olivier Giesbert, le chef de l’Etat pourrait trouver intérêt à une dissolution dans quelques mois. **La victoire de la droite lui permettrait de prendre de la hauteur et d’entamer la quatrième cohabitation de la Ve République après avoir appelé à Matignon l’opposant de ses rêves, incarnation à ses yeux de la droite neuve, celui qu’il préférerait avoir en face de lui à la prochaine présidentielle : M. Copé, “ président ” autoproclamé de l’UMP, aussi impopulaire qu’illégitime. Les communistes avaient bien leurs “ idiots utiles ”. Pourquoi pas les socialistes ?** M. Hollande zapperait ainsi ses adversaires les plus redoutables, à commencer par MM. Juppé et Fillon, et il ne lui serait plus interdit d’espérer que la gauche reprenne la main en 2017 par son entremise ou celle de M. Valls. A ce détail près : **après la clarification imposée, il s’agirait, cela va de soi, d’une gauche 100 % sociale-démocrate. Mais, comme l’aurait dit Sancho Pança, ce n’est pas parce qu’on en rêve que ça arrive** ”. Une “ gauche 100 % sociale-démocrate ”, voilà un bien drôle de rêve... Cela supposerait que le PS surmonte ses clivages intestins — passablement exacerbés, ces temps-ci (CF paragraphes précédents). Cela supposerait, en gros, et pour de vrai, qu’il fasse sa révolution... Pffffff !

### **Affaire Bygmalion : le rebondissement (dont Jean-François Copé se serait bien passé)**

Et puisque le nom de “ M. Copé ”, chéri-gâté du “ Point ” (on rigole, c’est Guignol), est lâché, embrayons sur une nouvelle et très chouette nouvelle, de nature à nous rassurer un peu plus sur la santé de l’opposition — et, au passage, de la démocratie. “ France Télévisions, l’autre affaire Bygmalion ”, titre le magazine, qui annonce des informations “ exclusives ”. “ **Rien ne va plus pour Bastien Millot, le cofondateur de Bygmalion, l’agence de communication préférée de Jean-François Copé, annonce le mag. Le conseiller officieux du patron de l’UMP vient d’être mis en examen par le juge Van Ruymbeke pour “ favoritisme et prise illégale d’intérêts ”.** (...) L’affaire commence en 2008, lorsque Bastien Millot quitte France Télévisions, dont il est directeur général délégué, pour créer sa propre société et devenir prestataire de son ancien employeur. Bygmalion décroche aussitôt de juteuses missions auprès du groupe audiovisuel. La toute jeune agence aurait ainsi perçu 1, 2 million d’euros d’argent public entre 2008 et 2013 ”. Forcément, ça fait beaucoup... mais why not, après tout ?

### **1, 2 million d’argent public pour des “ missions aux intitulés aussi flous que ronflants ”**

“ Le détail des prestations, auquel “ Le Point ” a eu accès, précise le mag — qui publie une copie desdits documents, fait apparaître des missions aux intitulés aussi flous que ronflants. **Bygmalion récupère ainsi dans sa corbeille la “ surveillance de la réputation de France Télévisions et de ses principaux dirigeants sur Internet ”, la “ rédaction de mails aux téléspectateurs ”, “ l’accompagnement du comité diversité ” ou encore le “ conseil stratégique sur la communication sensible ”.** Grâce à ce saucissonnage des contrats, la PME évite les lourdes contraintes de l’appel d’offres. Les enquêteurs ont aussi découvert qu’en 2008, au moment où Bastien Millot signe avec France Télévisions, il fait encore partie du groupe public, qui lui a accordé un congé sabbatique d’un an. **L’année suivante, alors qu’il est officiellement en congé pour création d’entreprise, il empêche via Bygmalion 430 000 euros de son employeur. Pourquoi un tel traitement de faveur ?** Pourquoi, en effet ?

### **Quand le patron de France Télévisions prend des assurances auprès du ministre du Budget, Jean-François Copé**

“ En 2005, déjà, relève “ Le Point ”, son embauche comme directeur général délégué chargé “ de la stratégie, de l’innovation et de la communication ” paraissait cousue de fil blanc. **Tout juste nommé patron de France Télévisions, fin juin, Patrick de Carolis prenait ostensiblement des assurances auprès de Bercy en bombardant au poste de numéro trois du groupe audiovisuel le dircab adjoint de Jean-François Copé, alors ministre du Budget. Selon nos informations, dans les jours qui ont suivi la nomination du président de France Télévisions, Copé a invité Patrick de Carolis à déjeuner Chez Françoise, le restaurant parisien prisé des politiques. L’occasion de sceller un pacte ?** Le parachutage de Bastien Millot avait, en tout cas, dès le départ mis la puce à l’oreille du syndicat CGC Médias, lequel s’était empressé de porter plainte ”. Si “ Le Point ” se met à s’appuyer sur la parole des syndicats, alors, où va-t-on ? Trêve de plaisanterie, le cas est lourd, et passablement lesté, visiblement...

### **Bastien Millot condamné en 2004 pour détournement de fonds publics... et nouveau conseiller municipal**

“ Le Point ” le rappelle, en effet : “ **Bastien Millot, qui évolue dans le sillage de Jean-François Copé depuis plus de vingt ans, (et qui vient de se faire élire conseiller municipal à Séry-les-Mézières, dans l’Aisne), a déjà été condamné en 2004 pour détournement de fonds publics. Il se retrouve aujourd’hui sous le coup de deux nouvelles enquêtes judiciaires.** Les policiers s’intéressent tout particulièrement à son patrimoine immobilier, qui semble avoir prospéré durant son passage chez Bygmalion. Le communicant a récemment racheté en Picardie le manoir de ses ancêtres. Les enquêteurs seraient également sur la trace d’un bien

---

immobilier acquis à Malaga, en Espagne ". En résumé, ça pue, quoi... Bouh ! Et après tout ça, vous retournez-vous vers moi, comment on fait, hein ?, concrètement, pour y croire encore, ne serait-ce qu'un peu ? On croise les doigts, on sourit, on respire, on fait placebo — inutile de taper sur le voisin, il n'y est vraiment pour rien. Reste à savoir si, nous, on y est pour quelque chose... Ah, que c'est tendu, délicat, et tourneboulant, cette affaire-là... Bonne semaine, les goulus de l'info, on n'a aucune réponse aux questions que vous vous posez — et qu'on se pose —, mais l'essentiel, c'est, peut-être, justement, qu'on se les pose.